

NOUVELLES MESURES

Dé-confinement : à partir du lundi 8 juin, 52 % de la population espagnole¹ sera en « phase 3 », dernière phase avant le retour à la « nouvelle normalité » (dont les règles seront précisées par décret).

Pour rappel, à partir de cette phase, c'est aux communautés autonomes que revient pleinement la responsabilité du dé-confinement. Elles pourront alors choisir de lever les restrictions de mobilité entre provinces. Par ailleurs, les régions de Madrid, Barcelone, la région de Lérida, les régions métropolitaines nord et sud de Catalogne et Castille-et-Léon passent lundi 8 juin à la phase 2.

Le gouvernement espagnol prolonge pour [la 6ème et dernière fois](#) l'état d'alerte (du 8 au 20 juin inclus), après l'autorisation du Congrès des Députés.

Lors de sa conférence de presse du 7 juin, le Président du Gouvernement, Pedro Sánchez, a annoncé des modifications aux règles d'allocation du fonds de 16 Md€ destiné aux régions. Lors de la présentation de ce fonds le 2 mai dernier, l'exécutif prévoyait de dédier 10 Md€ aux dépenses sanitaires extraordinaires, 5 Md€ pour compenser la chute des recettes fiscales des régions et 1 Md€ pour les dépenses sociales extraordinaires. Désormais, la nouvelle structure du fonds prévoit 9 Md€ pour la santé, 2 Md€ pour l'éducation et 5 Md€ pour pallier l'impact de la chute des recettes fiscales des régions (dont 800 M€ seront réservés pour les entreprises publiques gérant les transports comme les métros, RER ou les bus interurbains). Ces fonds seront versés en 4 tranches : juillet (6 Md€ pour les dépenses sanitaires), septembre (2 Md€ pour les dépenses en éducation), novembre (3 Md€ pour les dépenses sanitaires) et décembre (5 Md€ pour compenser la chute des recettes fiscales).

Ana de la Cueva, Secrétaire d'Etat à l'Economie et au Soutien à l'Entreprise, a indiqué que l'ICO (Institut de Crédit Officiel) approuve chaque jour 10 000 opérations de garantie, soit un nombre supérieur en une semaine aux 50 000 garanties approuvées sur toute l'année 2019. Elle a indiqué que 528 343 garanties ont été approuvées au total, pour un montant de 49,8 Md €, permettant la mobilisation de 65,2 Md € de crédit. 98 % du nombre total d'opérations est destiné aux PME et aux travailleurs indépendants. La 3ème vice-présidente et Ministre des Affaires Economiques et de Transformation Digitale, Nadia Calviño, a souligné que le programme de garanties espagnol est celui ayant mobilisé à ce stade le plus grand volume de crédit en Europe après le programme français –plus que l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Le ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération met en place une plateforme téléphonique (060 depuis l'Espagne ou +34 911252122 à l'étranger) pour aider et conseiller les entreprises au sujet de leurs déplacements internationaux. Les usagers pourront poser des questions liées aux conditions d'entrée dans différents pays, les mesures sanitaires établies dans ces pays et les précautions à prendre en cas de nécessité de voyage.

ANALYSES MACROECONOMIQUES

BANQUE D'ESPAGNE

La Banque d'Espagne revoit à la baisse ses prévisions macroéconomiques pour 2020 et 2021. Elle prévoit un recul du PIB pour 2020 compris entre 9% (scénario de reprise rapide) et 15,1% (avec de nouveaux confinements stricts), avec un scénario central à -11,6% (correspondant à une reprise graduelle). C'est une révision conséquente par rapport aux prévisions d'avril (-6,6% à -13,6%). Pour 2021, l'institution prévoit un

¹ La Galice, La Rioja, le Pays Basque, les Asturies, la Cantabrie, l'Estrémadure, la Murcie, la Navarre, les Baléares, l'Andalousie, les Canaries, Cuenca, Guadalajara, Melilla et quelques zones de Catalogne (el Alt Pirineu i Aran, Terres de l'Ebre et Camp de Tarragona)

rebond compris entre 6,9% et 9,1%, sans pour autant revenir aux niveaux de PIB de fin 2019. L'impact sur l'emploi sera majeur, avec une montée du taux de chômage à 18,1% dans le scénario le plus favorable et à 23,6% dans le scénario le plus défavorable en 2020. De même, la situation des finances publiques se dégradera fortement avec une augmentation du déficit en 2020 jusqu'à 9,5% du PIB, voire 11,2% dans le pire des scénarios. La Banque d'Espagne souligne que l'économie espagnole sera une des plus touchées par la crise sanitaire au sein de la Zone Euro en raison des mesures de confinement particulièrement strictes et des vulnérabilités propres de son économie. Dans tous les cas, le niveau du PIB de fin 2019 ne sera pas atteint avant le T4 2022.

AIREF

L'Airef (Autorité Indépendante de Responsabilité Fiscale) revoit à la hausse sa prévision de déficit public à hauteur de 14% pour 2020. Dans le cadre de son intervention à la Commission parlementaire de Finances le 04/06, la présidente de l'Airef, Cristina Herrero, a indiqué que son institution relevait de 0,2 pp son estimation de déficit public pour 2020 par rapport à la prévision publiée un mois auparavant. Cette variation s'expliquerait principalement par la création du Revenu Minimum Vital (+0,1 pp) et les dépenses sanitaires supplémentaires des communautés autonomes (+0,1 pp).

CIRCULO DE EMPRESARIOS

Le *Circulo de Empresarios* estime dans son [rapport Covid-19 au T2 2020](#) que la relance de l'activité espagnole sera plus lente que celle de ses partenaires européens, en raison :

- D'une crise sanitaire plus sévère ;
- Du poids du secteur touristique dans l'économie, un des plus affectés par la crise ;
- D'une taille moyenne des entreprises très réduite, augmentant leur vulnérabilité ;
- De la dualité du marché de travail, avec un taux élevé de contrats temporaires (27 % du total) ;
- De la difficulté d'accès au télétravail pour certains emplois (68 % des travailleurs n'y auraient pas accès).

A ceci s'ajoute une position budgétaire vulnérable et une moindre capacité d'endettement. De plus, l'institution note un impact asymétrique par secteurs, les services étant très affectés, et une augmentation des taux de chômage, du déficit et de la dette publique.

FEDEA

Le *think tank FEDEA* avance quant à lui que des indicateurs signalent un début de relance de l'économie espagnole en mai. Parmi ces indicateurs, et dans le cadre de son dernier [bulletin de suivi](#) de la crise, l'institution note une reprise de +26 % du recrutement, une réduction de 400 000 du nombre de travailleurs placés en chômage partiel et une hausse du nombre d'affiliés à la Sécurité Sociale de presque 200 000 personnes.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Ensenada, 10
28004 Madrid

Rédigé par: Anna Bejaoui, Alvaro Carranza, Alex Marañón, Axel Demenet

Abonnement/désabonnement:

espanne@dgtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.